

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 Roche sur yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 09 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

TRIVALIS

31 rue de L'Atlantique
CS 30 605
85000 La Roche-sur-Yon

Références : D 23.0260

Code AIOT : 0006303901

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2023 dans l'établissement TRIVALIS implanté Bellevue 85150 Sainte-Flaive-des-Loups. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVALIS
- Bellevue 85150 Sainte-Flaive-des-Loups
- Code AIOT : 0006303901
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le syndicat TRIVALIS exploite une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Sainte Flaive des Loups, par un arrêté préfectoral du 24/02/2009. Ce site réceptionne des déchets ménagers, essentiellement issus de centres de tri-mécanobiologiques et des encombrants de déchèterie.

La visite d'inspection a porté essentiellement sur la réception d'un nouveau casier de stockage de déchets CB10. Elle s'est déroulée en présence du bureau d'étude indépendant qui a validé les travaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réception d'un casier de stockage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Programme d'échantillonnage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	/	Sans objet
2	Dossier technique établissant la conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20.II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Barrière de sécurité passive (BSP) – fond du casier	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	Sans objet
4	Barrière de sécurité passive (BSP) – flancs des casiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	Sans objet
5	Barrière de sécurité passive (BSP) – stabilité des flancs	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	Sans objet
6	Barrière de sécurité active (BSA) – géomembrane	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9.I et 19 3ème alinéa	/	Sans objet
7	Barrière de sécurité active (BSA) – massif drainant	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9.II	/	Sans objet
8	Equipements de collecte et de traitement des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I	/	Sans objet
9	Bassins de stockage des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.II	/	Sans objet
10	Moteurs de cogénération	Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 8.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater la bonne réalisation des travaux de préparation du nouveau casier de stockage CB10. Les documents associés à ces travaux, incluant l'ensemble des vérifications qualifiées réglementaires ont été transmis à l'inspection et examinés.

Aucune observation n'a été formulée. L'inspection ne s'oppose pas à la mise en exploitation de ce casier.

Selon l'exploitant, la mise en service du casier CB10 devrait intervenir dans le courant de l'été 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme d'échantillonnage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de la barrière de sécurité passive
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant

l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.
Constats : Le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière passive a été rédigé par Trivalis et transmis à l'inspection en janvier 2022. Ce programme détaille les travaux et le suivi nécessaire à la réalisation du casier CB10, et définit les sociétés réalisant les travaux et bureaux d'études intervenants pour les différents contrôles. Ce programme n'a pas fait l'objet d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dossier technique établissant la conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20.II
Thème(s) : Risques chroniques, Information du préfet – fin des travaux d'aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).
Constats : Le dossier technique a été réalisé par Geoscop le 27/02/2023 et transmis. Ce dossier contient l'ensemble des travaux et aménagements répondant à l'arrêté ministériel du 15 février 2016. Les intervenants pour la réalisation du casier CB10 sont les suivants: - Maître d'ouvrage : TRIVALIS - Assistant technique : GEOSCOP - Terrassements généraux : CHARIER RTU - Étanchéité passive : CHARIER RTU - Étanchéité active : SODAF GEO INDUSTRIE - Collecte et évacuation des lixiviats : SODAF GEO INDUSTRIE - Tapis drainant : PIGEON TERRASSEMENT - Contrôle de la barrière passive : Géologik Environnement - Contrôle de la barrière active : Géologik Environnement Le casier CB10 a une surface en fond de 4250 m ² . Les travaux se sont déroulés de mai à décembre 2022. Sa mise en service devrait intervenir courant de l'été 2023. Le bureau d'étude valide l'ensemble des travaux réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Barrière de sécurité passive (BSP) – fond du casier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière passive sur le fond
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite barrière de sécurité passive constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants : - le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-6} m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ; [...] Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est

complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme.

Constats : La couche d'atténuation (5 m d'épaisseur - perméabilité $k \leq 1.10^{-6}$ m/s) est présente naturellement. Ce point a fait l'objet de reconnaissances et d'essais in situ au stade de l'étude géologique et hydrogéologique détaillée annexée au Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (rapport BURGEAP - RNa.110-5/A.9004/C.502626 du 15 mai 2005). Cette étude a notamment mise en évidence qu'au niveau du casier bioréacteur CB10, le sous-sol présentait, à partir de 1 m de profondeur, une colonne d'au moins 9 m disposant d'une perméabilité inférieure à 2.10^{-9} m/s.

Caractérisation des matériaux : Des sondages à l'aide d'une pelle hydraulique ont été réalisés le 21 avril 2021 par Géologik Environnement (contrôleur extérieur). Des essais de perméabilité ont été menés sur les faciès rencontrés, sans dopage bentonitique des matériaux (d'après le retour d'expérience sur ce site) et après humidification importante (respectivement +2,3 et +2,1% par rapport à l'OPN). Les coefficients de perméabilité obtenus étaient de $8.5.10^{-11}$ m/s pour le faciès I et de $4.9.10^{-10}$ m/s pour le faciès II, validant ainsi l'objectif réglementaire ($k < 1.10^{-9}$ m/s) ce qui permettait d'envisager l'utilisation de ces matériaux pour reconstituer la barrière de sécurité passive.

La planche d'essai de compactage et de perméabilité a été réalisées le 5 mai 2022 par le contrôleur extérieur (Géologik Environnement et LCBTP), l'entreprise titulaire (Charier RTU) et son laboratoire de contrôle externe (LRM) et supervisées par le MOE (Géoscop).

Contrôle extérieur de la perméabilité :

- Ensemble des couches passives reconstituées en fond de casier (épaisseur totale : 1 m en 3 couches) au moyen d'essais d'infiltrométrie au simple anneau fermé (NF X30-420) à raison de 2 par couches soit 6 au total.

Contrôle externe de la mise en oeuvre de la BSP :

- Mesures de densité de sols au gammadensimètre (contrôle de la teneur en eau et de la compacité des couches passives).

Le plan topographique permettant de vérifier l'épaisseur de la BSP mise en oeuvre figure dans le DOE de CHARIER RTU (cf. annexe jointe à ce document).

Le dossier de réalisation semble ainsi respecter le programme d'échantillonnage.

Utilisation d'un GSB : Aucun GSB n'a été mis en oeuvre sur le fond du casier CB10.

L'organisme tiers valide la conformité des travaux réalisés en matière de mise en place de cette barrière passive.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Barrière de sécurité passive (BSP) – flancs des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière passive sur les flancs

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite barrière de sécurité passive constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

[...]

- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.

Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de

la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure [...] à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond.

Constats : Le casier CB10 est bordé au Nord par une digue extérieure, par deux digues séparatrices Est et Sud vers d'autres futurs casiers, et s'appuie vers l'Ouest sur un casier réhabilité. Les informations du DOE mentionnent que les hauteurs de digues est d'au minimum 2m. La pente du talus externe est de 3H/2V, et celles des digues internes sont de 1H/1V.

Contrôle extérieur de la perméabilité :

- Parties d'ouvrages verticales (couches de 25 cm d'épaisseur) sur le flanc Nord et les digues séparatrices Est et Sud au moyen d'essais en forage (NF X30-424) à raison de 1 par partie d'ouvrage soit 3 au total. Des résultats non conformes suite au contrôle du 30 mai 2022 ont nécessité la reprise en compactage d'une partie de la digue (manque de malaxage).

Après travaux de reprise des non-conformités, un contrôle sur le parement Nord en juin 2022 a confirmé le respect de l'objectif réglementaire.

L'organisme tiers valide la conformité des travaux réalisés en matière de mise en place de la barrière passive sur les flancs.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Barrière de sécurité passive (BSP) – stabilité des flancs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité des flancs

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive.

Constats : La stabilité des talus a été vérifiée dans le cadre de l'étude géotechnique réalisée en Juillet 2021 par le contrôleur extérieur (Géologik Environnement). Le calcul de stabilité a été réalisé avec le logiciel TALREN 5 développé par TERRASOL. La méthode de BISHOP a été utilisée. Il s'agit de la méthode des tranches. Les calculs ont été réalisés selon une surface de rupture circulaire.

Avec les hypothèses considérées, les coefficients de sécurité obtenus sur les cercles de glissement les plus défavorables sont, pour chaque situation étudiée, supérieurs aux coefficients de sécurité requis.

Les talus sont considérés stables à court et long terme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Barrière de sécurité active (BSA) – géomembrane

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9.I et 19 3ème alinéa

Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière active - géomembrane

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé barrière de sécurité active.

Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.

Article 19 2ème alinéa :

Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.

Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.

Constats : Le Dispositif d'Etanchéité par Géomembrane (DEG) est composé du bas vers le haut par :

- Un géotextile support de 300 g/m² ;
- Une géomembrane de type PeHD 2 mm ;
- Un géotextile supérieur de 500 g/m².

Les géosynthétiques ont été mis en œuvre par des intervenants qualifiés et certifiés Asqual. Le conditionnement des fournitures (fiche d'identification et certificat de qualité, marquage CE) ainsi que les conditions d'entreposage, de manutention, de déploiement et d'assemblage des rouleaux ont été vérifiées par le contrôle extérieur lors de ces visites de contrôle et par le MOE lors des réunions de chantier hebdomadaires. Le raccordement avec le casier CB7 a bien été pris en compte.

La totalité des soudures linéaires ont été mises en pression. De même, la totalité des assemblages par extrusion a été contrôlé (pointe sèche et/ou impulsion électrique). Aucun défaut n'a été détecté.

Plan de pose : Le plan de calepinage figure dans le DOE de SODAF GEO INDUSTRIE.

Les ancrages en tête de digues sont réalisés par la pose de U en fer à béton recouverts d'argile dans une tranchée d'ancrage.

L'organisme tiers valide la conformité des travaux réalisés en matière de mise en place de la barrière de sécurité active.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Barrière de sécurité active (BSA) – massif drainant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9.II

Thème(s) : Risques chroniques, Constitution de la barrière active

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

II. En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10^{-4} m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.

III. Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.

Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Constats : Les matériaux drainants ont fait l'objet d'une procédure d'agrément préalable validée par le maître d'œuvre. Les matériaux proposés provenaient de la carrière CTCV de « La Roche Guillaume » à Landevieille (85220). La fiche technique mentionne une perméabilité de $k = 3,6.10^{-4}$ m/s (CCTP : $> 1.10^{-4}$ m/s).

Lors de sa mise en place, le maître d'œuvre a constaté la présence significative de fines, avec risque de colmatage des drains en fond de casier. Une grande partie du drainant a donc été changée, et les drains de fond de casier ont été hydrocurés.

Un relevé topographique du tapis drainant a été réalisé par l'entreprise PIGEON Terrassement.

Les documents transmis confirment la perméabilité des matériaux drainants, ainsi que leur épaisseur.

Un géotextile de protection anti-poinçonnant a été mis en œuvre sur la face supérieure de la géomembrane PeHD 2 mm en fond de casier ainsi que sur le flanc Nord et les digues séparatives Est et Sud. En tête de talus Nord, le géotextile a été solidement arrimé au sein de la tranchée d'ancrage. Les caractéristiques mécaniques de ce géotextile sont conformes aux prescriptions du CCTP.

L'organisme tiers valide la conformité des travaux réalisés en matière de mise en place du massif drainant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Equipements de collecte et de traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I

Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte des lixiviats

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats.

Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.

En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage des lixiviats.

Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 cm au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats : Les lixiviats sont évacués des casiers de manière gravitaire vers un ouvrage de vannage puis vers un poste de relevage avant d'être refoulés via une canalisation enterrée dans l'accotement de la piste périphérique Nord jusqu'à son raccordement à la canalisation de refoulement existante en aval du poste dédié aux casiers CB7/CB8/CB9. Elle a été mise en place au sein de la même tranchée technique que celle du réseau électrique (câblage sous fourreau TPC 70/90).

Des drains de collecte PeHD PE100 SDR17 en Ø110 mm fentés 2/3 positionnés à la perpendiculaire et raccordés à l'embase de puits. Les drains sont raccordés au point bas à une embase de puits chaudronnée en PeHD constituée d'un élément de tube en DN630 crépiné.

Traversée de digue : Les collecteurs des lixiviats et des eaux pluviales traversent la digue périphérique, et celle menant vers les futurs casiers CB11 et CB12. Ces ouvrages en PEHD sont entourés des matériaux constituant les digues.

Une vidéo inspection a été réalisée le 16/12/2022, après le changement d'une partie du massif drainant : aucun problème n'a été mis en évidence.

L'organisme tiers valide la conformité des travaux réalisés en matière de collecte des lixiviats.

Observations : Un des postes de relevage dispose d'une pompe pneumatique de refoulement.

L'inspection a vu sur le site le caisson hébergeant le compresseur. Ce caisson est parfaitement isolé phoniquement. Toutefois, le sol du local était très humide. L'exploitant doit vérifier l'origine de cette humidité (purge défailante, étanchéité, infiltration par le sol ?) afin de garantir le bon fonctionnement de cet équipement en toute circonstance.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Bassins de stockage des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.II
Thème(s) : Risques chroniques, Nouveau(x) bassin(s)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Les bassins de stockage de lixiviats sont étanches et résistants aux substances contenues dans les lixiviats. Leurs dispositifs d'étanchéité sont constitués, du haut vers le bas, d'une géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent. Leurs capacités minimales correspondent à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire. Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve. La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre. L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants : <ul style="list-style-type: none">- une bouée ;- une échelle par bassin ;- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires. Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.
Constats : Aucun nouveau bassin de stockage de lixiviats n'a été réalisé dans le cadre des travaux d'aménagement du casier CB10.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moteurs de cogénération

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 8.3
Thème(s) : Risques accidentels, cogénération
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 8.3 - Dispositions particulières pour les moteurs de cogénération électrique Conformément à l'article 12.1 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion. Le ou les moteurs de cogénération électrique sont implantés à une distance de plus de 10 mètres des limite du site, et font partie des équipements mentionnés au second paragraphe de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016. (...)
Constats : L'inspection constate que tous les équipements permettant la valorisation du biogaz par des moteurs de cogénération sont présents sur le site, mais que cette valorisation n'est pas effective. Selon l'exploitant, le retard serait dû à une validation des conditions de rachats en énergie. Un contrôle ultérieur sera fait après leur mise en service.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Planche photographique :

Vue sur le casier CB10



Chambre à vannes

